

CONSULTATION PUBLIQUE N°2019-014 DU 23 JUILLET 2019 RELATIVE AU PROCHAIN TARIF D'UTILISATION DES INFRASTRUCTURES DE STOCKAGE SOUTERRAIN DE GAZ NATUREL DE STORENGY, TEREKA ET GEOMETHANE

Réponse de PETROINEOS MANUFACTURING France (PIMF)

INTRODUCTION :

PIMF souhaite rappeler que la réforme stockage initiée en 2017 a vu la mise en place d'un revenu garanti pour les opérateurs de stockage, articulé autour d'enchères sans prix de réserves, ce que nous regrettons fortement, et d'un terme de stockage pour les utilisateurs du réseau de gaz naturel afin de compenser l'écart entre le revenu garanti et le revenu des enchères. Or, les consommateurs industriels raccordés au réseau de transport et au réseau de distribution (profils contre-modulés P13 et P14) ne bénéficient pas du statut de « consommateurs protégés » au sens du Règlement UE 2017/1938 (art 2, point 5) car délestés en priorité pour sauvegarder les consommateurs protégés.

De plus, la consommation de la plupart de ces consommateurs industriels n'est pas thermosensible et ne contribue donc pas au risque climatique du réseau lié aux pics de consommation : s'il n'y avait que des consommateurs non thermo-sensibles, le besoin en stockage souterrain serait beaucoup plus faible, voire quasi-nul ; PIMF reste fondamentalement opposée à l'élargissement de l'assiette de compensation et réitère expressément sa demande d'exonération du terme de stockage.

Nous attirons l'attention de la CRE sur la situation extrêmement favorable d'opérateurs de stockages qui bénéficient à la fois d'un quasi-monopole et de tarifs régulés offrant une forte probabilité de résultats positifs et d'une solidité financière qui s'apparente à un business de rente . D'autre part, les conditions actuelles des marchés financiers sont exceptionnelles, avec des taux historiquement faibles.

Les conditions de financement et la sécurité de ces activités plaident pour des retours sur capital modestes, et en tous cas nettement inférieurs à ceux envisagés aujourd'hui ; Il apparaît comme probable que de nombreux investisseurs à la recherche de placements à faibles risques seraient très attirés par les taux de retour envisagés aujourd'hui. Il semble difficilement soutenable que les gestionnaires d'assets monopolistiques bénéficient de rentes de situation très confortables aux dépens des consommateurs, alors que les taux de retours d'investissements à faible risque sont proches de zéro.

Il serait d'ailleurs intéressant que la CRE demande aux opérateurs de réseaux d'initier un processus de « rating » par les principales agences de notation financières.

Question 1 : Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif ATS2 ?

PIMF est favorable à la position de la CRE, et permet de mieux prendre en compte le contexte financier actuel particulièrement favorable

Question 2 : Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

PIMF est favorable à la position de la CRE

Question 3 : Etes-vous favorable grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATS2 ?

PIMF fait remarquer que les deux dernières années, le prix des enchères de stockage s'est situé bien en-dessous du revenu garanti des opérateurs : sur l'année gazière avril 2019 – mars 2020, 75% de ces revenus garantis ont été directement supportés par les consommateurs, à savoir 540 M€ sur les 727,6 M€ autorisés, soit des sommes considérables.

Il est d'autre part extrêmement souhaitable de contrôler la variation des coûts affectés au consommateur final ; divers outils peuvent être utilisés par le Régulateur, comme un système de cap, ou un prix de réserve substantiel lors des enchères.

PIMF considère que les taux de retour sur capital envisagés par la CRE sont nettement trop élevés, déconnectés de la réalité des marchés financiers, et sans justification pour une activité à faible risque. PIMF demande également que la compensation stockage collectée par les gestionnaires de réseau soit capée à la hausse à + 2% par an.

Par ailleurs, nous demandons à ce que le coût de démantèlement des trois stockages, placés sous cocon (Saint Clair sur Epte, Soings-en-Sologne et Trois-Fontaines) avant la mise en place de la réforme du stockage, ne soit pas couvert par les revenus garantis. Par ailleurs, nous demandons à ce que le coût de démantèlement des trois stockages, placés sous cocon (Saint Clair sur Epte, Soings-en-Sologne et Trois-Fontaines) avant la mise en place de la réforme du stockage, ne soit pas couvert par les revenus garantis.

Question 4 : Etes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATS2 ?

PIMF est favorable aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE ; Mais, nous souhaitons qu'au-delà de l'évolution annuelle des revenus garantis soit mis en place un cap sur l'évolution de la compensation stockage, ainsi que soit fixé un prix de réserve aux enchères.

Question 5 : Etes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

Oui

Question 6 : Etes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposées par la CRE pour le tarif ATS2 ?

PIMF est favorable aux mécanismes d'incitation sur les investissements, mais souhaite que le seuil de 20 M€ soit ramené à 10 M€ et qu'y soit appliqué la bande de neutralité de +/-5% ainsi que le bonus/malus, tout en maintenant des audits aléatoires sur les autres projets.

Question 7 : Etes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le tarif ATS2 ?

Oui.

Question 8 : Etes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage reçoivent un bonus/malus équivalent à 1% des premiums des enchères de stockage lorsque le niveau du filet de sécurité est atteint ?

Nous sommes sur le principe favorables à une incitation sur le prix des enchères, via un bonus / malus mais nous demandons que le seuil de déclenchement du bonus corresponde à un vrai succès en termes de couverture du revenu autorisé, sauf à risquer de décrédibiliser le système.

Il serait difficilement compréhensible que, au titre des enchères de stockage 2019, les opérateurs aient perçus un bonus de 828 K€, alors qu'il restait 75% du revenu autorisé à couvrir via le terme de compensation stockage.

Le système actuel rend déjà insensible les opérateurs de stockage aux résultats de leur société, à contrario de leurs clients industriels qui subissent de plein fouet les aléas de la conjoncture ; ajouter un bonus/malus faible, avec une probabilité forte d'être obtenu, ne fait qu'aggraver le travers du système.

Un seuil de prix d'enchère couvrant au minimum 70% des revenus autorisés, nous semblerait approprié, quitte à en augmenter le niveau ; Le malus devrait être symétrique.

Question 9 : Etes-vous favorable à la fixation dans le tarif des pénalités à verser par l'opérateur de stockage à un client en cas de non disponibilité des capacités achetées par celui-ci?

PIMF partage l'analyse de la CRE : le seul risque qui reste aux opérateurs de stockage est le risque technique ; il est donc nécessaire que celui-ci soit pleinement assumé.

Question 10 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATS2?

PIMF est à priori favorable à l'innovation ; cependant, un contrôle de la pertinence et de l'efficacité des dépenses relatives à la R&D est primordiale.

Question 11 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATS2 pour Storengy, Teréga et Geométhane ?

La CRE propose dans sa consultation relative à l'évolution du tarif ATS2 l'élargissement de la compensation stockage aux consommateurs industriels raccordés aux réseaux de transport et de distribution ; Pour les raisons expliquées plus haut, et notamment en introduction, PIMF reste résolument opposé à cette mesure qu'il considère comme injuste.

Cependant, la formule de modulation proposée par la CRE permet de limiter l'impact pour les industriels non thermosensible, tout en affectant l'essentiel du coût aux consommateurs présentant une pointe de consommation hivernale.

Dans un contexte de non-maitrise des coûts de stockage pour le consommateur du fait de l'impact du revenu des enchères sur le terme final de stockage, PIMF souhaite que soit mis en place, comme cela avait été le cas pour la liaison Nord-Sud, un accès privilégié aux enchères pour les industriels gazo-intensifs et soumis à la pression de la concurrence internationale, ceci afin de mieux maîtriser

leurs coûts tout en participant au remplissage des stockages, en ligne avec l'objectif de sécurité d'approvisionnement de la réforme du stockage. Cet accès doit être associé à l'annulation du terme de modulation, faute de quoi, l'industriel paierait deux fois son stockage, et serait limité en volume à l'équivalent du terme de modulation. Nous appelons donc la CRE à une très grande vigilance pour la maîtrise de ces coûts, au vu des demandes des opérateurs de stockage.

En termes de rémunération, rappelons que Storengy demande une hausse de 88 M€ (+16,9%), Téréga une hausse de 27 M€ (+16,4%) et Géométhane une hausse de 3,5 M€ (+8,4%), entre la prévision 2019 et 2020, puis des hausses comprises entre 6 et 9% par an sur la période tarifaire. Comme indiqué plus haut, de telles hausses de coûts ne sont pas acceptables, et le revenu autorisé des stockeurs doit tenir compte du statut privilégié et à faible risque qu'engendre le statut d'opérateur régulé. Les conditions des marchés financiers, historiquement peu coûteux, doivent aussi inciter à la modération en termes de rémunération.

Il ne faut pas oublier que « in fine », c'est le consommateur, domestique ou industriel qui rémunérera les opérateurs régulés ; la constitution, à ses dépens, de rentes dans certaines niches apparaîtrait comme difficilement supportable.

PIMF renouvelle sa suggestion que la CRE organise l'évaluation du « rating financier » des grands opérateurs régulés ; les résultats pourraient être un élément de réflexion instructif sur le niveau de rémunération souhaitable de ces opérateurs. Il est intéressant de noter que ENGIE (détenant GRTgaz à 75%) a annoncé avoir émis des obligations à 7,5 ans à taux d'intérêt nul.

Nous souhaitons également une bonne visibilité de nos coûts. A ce titre, nous demandons à ce que l'augmentation du terme stockage au 1er avril de chaque année ne puisse pas dépasser 2% par an.